

# DROIT AU LOGEMENT POUR TOUS-TES

**Mars 2008, il fait froid. Des SDF sont toujours à la rue. Des millions de gens galèrent pour payer leur loyer ou rembourser leurs crédits immobiliers. Les politiciens font des promesses. Tout est « normal ».**

Trouver et conserver un logement décent et financièrement accessible devient un vrai parcours du combattant pour des millions de chômeurs/euses, précaires, intérimaires, étudiantEs, smicardEs... car tandis que les salaires et les aides sociales stagnent, les prix des loyers et de l'immobilier continuent de grimper. Le logement représente aujourd'hui en moyenne environ **25% des revenus des ménages !!!**

Tandis que le roi Sarko clame sa volonté de faire de la France un « pays de petits propriétaires », avoir un toit, ce besoin et ce droit fondamental, devient pour beaucoup un « luxe » difficile à obtenir et conserver...

**Pourtant des logements, il y en a !** La France en compte plus de 31 210 000 (recensement INSEE 2005).

Environ 10% de l'ensemble des logements sont des résidences secondaires et 6% sont des logements vacants. Ce sont donc **16% des logements qui sont peu ou pas occupés** (et on ne parle même pas des *énormes* surfaces de bureaux qui sont vides au niveau national...).

En 2005, le parc locatif social ne représentait que 4 919 000 logements (Comptes du logement 2007). Le Programme National de Rénovation Urbaine prévoit la reconstruction de 250 000 logements sociaux et la réhabilitation de 400 000 autres (avec souvent des augmentations de loyers au bout du compte) d'ici 2013. Cela signifie que dans les années qui viennent il va y avoir moins de logements sociaux disponibles car il faut démolir *avant* de pouvoir reconstruire. Les financements sont aussi pour l'instant (fin 2006) *insuffisants* (7 reconstructions financées pour 10 démolitions). Par ailleurs, une grande partie des logements reconstruits seront plus petits !

Une situation globale difficile à admettre quand on sait qu'il y a en France 100 000 personnes à la rue, 3 261 000 mal logéEs (logements insalubres et/ ou suroccupés, personnes hébergées...) et que ce sont près de 6 millions de personnes qui sont en situation de « fragilité à court ou moyen terme face au logement » (chiffres de la Fondation Abbé Pierre 2007).

**À Caen**, l'INSEE a recensé (en 2005) 61 208 logements pour 55 830 ménages, ce qui signifie qu'il y a 5378 logements inoccupés pour des raisons diverses (logements secondaires, vacants, inhabitables, en attente de location/vente/affectation/rénovation/destruction...).

Même si Caen (chiffres INSEE 1999) compte plus de 24% de logements sociaux (c'est plus que les 20% recommandés légalement), cela reste nettement insuffisant puisque qu'il y a entre 8 et 10 000 demandes de logement social en attente sur l'agglomération caennaise, demandes qui mettent souvent de longues années à « aboutir ».

Sous couvert de travaux de rénovation, les offices HLM tentent souvent d'augmenter abusivement les loyers (comme, par exemple, dans certains immeubles du quartier de la Pierre Heuzé où il est prévu d'augmenter certains loyers de plus de 20% après travaux), ce qui revient souvent à chasser les plus pauvres, les plus fragiles économiquement (556 commandements d'expulsions en 2004 dans le Calvados dont 146 avec le concours de la police).

Les agences immobilières refusent systématiquement de louer aux RMIstes, aux précaires, aux intérimaires. CertainEs sont obligés (malgré le fait que leurs parents ou des amis qui bossent acceptent d'être cautionneur) de se faire passer pour des étudiants avec des faux justificatifs d'inscription à la fac ou bien de faire de fausses feuilles de paye pour pouvoir avoir un appartement dans le privé.

Le nombre de logements « étudiants » est complètement insuffisant et le montant des loyers demandé pour les chambres universitaires est lui aussi en augmentation constante tandis que les aides sociales stagnent souvent. CertainEs habitent en cachette à plusieurs dans des chambres universitaires de 9 M<sup>2</sup>, d'autres campent dans le jardin d'amis, se font héberger temporairement à droite ou à gauche, vivent dans des camions ou s'entassent en colocation dans de petits appartements.

Quant aux SDF il y en aurait plus de 300 sur l'agglomération caennaise.

Comme on peut le voir beaucoup de logements vides existent mais ne peuvent être habités par celles et ceux qui en auraient besoin. Les logements sociaux sont par ailleurs nettement insuffisants. **Mais au delà des problèmes liés au nombre et à la nature des logements, il y a la barrière de l'argent qui empêche aussi beaucoup de gens d'accéder à un habitat décent.**

En 2006, il y avait près de 7 millions de personnes sous le seuil de pauvreté en France (788 euros/mois) soit un peu plus de 12% de la population.

On comptait 2 540 000 smicardEs en France en 2005 (un record historique!) soit 17% des salariés (hors intérimaires et salariéEs agricoles).

En 2003, 158 000 personnes vivaient sous le seuil de pauvreté en Basse-Normandie (soit environ 13% de la population régionale de moins de 65 ans) et 19% des salariéEs de la région (soit 89 000 personnes à l'époque, chiffres DRASS) étaient des « *travailleurs pauvres* » qui touchaient moins que le SMIC. La Basse-Normandie est d'ailleurs encore aujourd'hui une des régions où les salaires sont les plus bas.

**À Caen de nombreux projets de ré-urbanisation vont se concrétiser dans les années qui viennent : secteur de la gare, presqu'île et avenue de Tourville.**

Si on regarde ce qui s'est passé dans les secteurs urbanisés ou réorganisés ces dernières années (Folie-Couvrechef, Beaulieu, autour du nouveau tribunal), on risque de voir surgir des nouveaux quartiers assez huppés, froids, individualisés, sans vie, aseptisés... Le projet d'aménagement des secteurs de la gare et de la presqu'île laisse entrevoir cette logique (zones d'affaires et commerciales, zones hôtelières, zones résidentielles) où l'on remplit des cases en sectorisant des activités (travailler, consommer, dormir). Il est prévu dans ces secteurs 20 à 25% de logements sociaux seulement. Est-ce que cela répond aux besoins de la population, est-ce la ville que nous voulons ?

**Face aux difficultés pour se loger, face au manque d'espace, de lieux pour se rencontrer, s'entraider, créer des liens et des activités collectives, certainEs décident de squatter** des habitations ou des constructions inutilisées pour avoir un toit et/ou mener des activités culturelles, conviviales, solidaires et alternatives, se réappropriant leur vie et l'espace...

**Cette démarche est légitime** mais ne peut constituer une solution pour la masse des mal logés, des SDF...

De plus, le pouvoir voit d'un très mauvais œil ces expériences qui sapent le sacro-saint droit de propriété et peuvent constituer des espaces de contestation collective. Les expulsions de squats se multiplient donc, effectuées souvent par d'importantes forces de police. En 2007, des dizaines de squats ont été expulsés aux 4 coins de la France (et de l'Europe...), aussi bien en ville qu'en campagne.

Sur le plan du logement, comme sur bien d'autres, **la satisfaction des besoins humains et sociaux se heurte à la logique capitaliste** (profit, spéculation, exclusion, contrôle, répression...).

**L'accès pour tous-tes à des conditions de vie décentes (logement, santé, transport, éducation...) passe par la remise en cause du système actuel, de ses institutions, de ses lois, de ses valeurs, de son idéologie...**

Nous en avons assez de galérer dans un pays qui regorge de richesses. Nous ne voulons pas passer nos vies à engraisser des exploités.

C'est pourquoi nous nous organisons. C'est pourquoi nous luttons. C'est pourquoi nous squattons.

**- ASSEZ D'EXPLUSIONS.**

**- SOLIDARITÉ AVEC LES SQUATTEURS ET LES MAL-LOGÉS.**

**- GEL DES LOYERS.**

**- RÉQUISITION COLLECTIVE DES LOGEMENTS VIDES.**

**- DROIT AU LOGEMENT POUR TOUS-TES.**

Collectif de squatteurs/euses « Le Pavillon Noir ». Mars 2008.

**Un nouveau squat autogéré vient d'être créé à Caen. Ce lieu alternatif s'appelle le « Pavillon Noir » (au N°10 du boulevard Poincaré, arrêt de tram Aviation).**

**Le lieu, appartenant à la mairie, était ouvert et abandonné depuis longtemps. Nous l'avons occupé !**

**Cet endroit est le domicile de plusieurs camarades. Nous souhaitons également y développer des activités publiques gratuites telles que théâtre, projections/débats, ateliers divers, diffusion de brochures et revues subversives...**

***Nous tenons des permanences ouvertes tous les mercredi et samedi de 15H à 18H.***

**Faites circuler l'info ! À bientôt !  
Notre site: <http://caen.squat.net>**